INFOGRAPHIE CAMSHA

Prise de références : vérifier sans enquêter

Ampleur des écarts sur les CV, cadre légal français et méthode en cinq étapes, chiffres 2025 et 2026.

LES CHIFFRES CLÉS

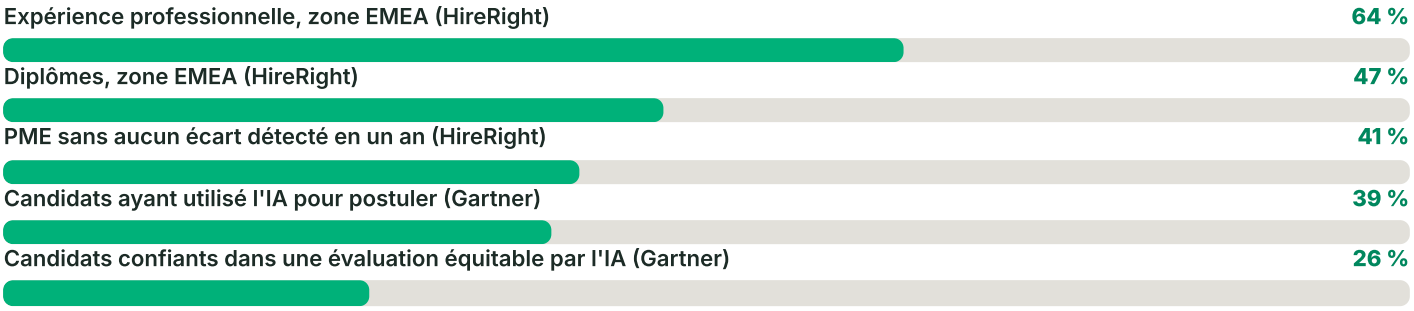
Plus de 75 %
des entreprises ont trouvé des écarts sur des candidats en 12 mois (HireRight, 2025)

82 %
des entreprises vérifient diplômes, références ou présence en ligne (Apec, mai 2026)

6 %
des candidats admettent une fraude en entretien (Gartner, juillet 2025)

1 sur 4
profils de candidats seront faux d'ici 2028, selon la prévision de Gartner

OÙ SE CACHENT LES ÉCARTS



CADRE LÉGAL ET MÉTHODE

Ce que fixent la loi et la CNIL

Finalité des questions (art. L1221-6)	Aptitudes au poste
Information du candidat (art. L1221-8 et 9)	Avant la démarche
Information après collecte indirecte (RGPD)	1 mois max
Conservation, candidat non retenu (CNIL)	3 mois
Vivier avec accord du candidat (CNIL)	2 ans max

Les cinq étapes d'une prise de références

1. Annoncer la démarche et choisir les référents avec le candidat
2. Préparer des questions liées au poste uniquement
3. Vérifier l'identité et la fonction du référent
4. Mener deux échanges structurés et comparables
5. Consigner des faits, puis décider à plusieurs

À retenir : une référence se recueille avec l'accord du candidat, porte uniquement sur ses aptitudes professionnelles et ne remplace jamais l'évaluation menée en entretien.

Sources : HireRight, Global Benchmark Report, juin 2025 et communiqué du 15 septembre 2025 · Gartner, enquête candidats, 31 juillet 2025 · Apec, Pratiques de recrutement de cadres 2026, mai 2026 · CNIL, guide Recrutement, 30 janvier 2023 · Code du travail, art. L1221-6 à L1221-9. Infographie **CamSha**, novembre 2026. Reproduction autorisée avec mention de la source et lien vers blog.camsha.fr. Article complet et sources détaillées : **Prise de références : la méthode fiable et conforme pour vos recrutements**.